Conférence de presse de M. Jean-Marc Ayrault, ministre des affaires étrangères et du développement international, sur les relations franco-égyptiennes, le conflit israélo-palestinien et sur la situation en Libye, en Syrie et en Tunisie, Le Caire le 9 mars 2016.

2016-03-09

Merci pour votre accueil, à l'image de la qualité de notre relation.

J'ai rencontré le président Al Sissi ce matin. Nous avons évoqué les sujets d'intérêt commun et allons continuer à préparer la visite de François Hollande en Egypte à la mi-avril. J'ai aussi rencontré mon homologue Sameh Shoukry, que j'avais eu le plaisir de voir au lendemain de ma prise de fonction, à Munich. Nous avons échangé longuement autour de la situation en Libye.

Je suis convaincu de l'excellence des relations bilatérales entre nos deux pays et aussi du caractère stratégique de notre relation. Cet échange est venu compléter la rencontre que nous avons eue avec le président Sissi.

Nous sommes ici dans une région qui fait face à des troubles majeurs. Une Egypte forte, la France en est convaincue, est une nécessité. J'ai donc réaffirmé à mon collègue et à mon homologue égyptien que la France se tient aux côtés de l'Egypte face notamment à la menace terroriste et pour l'accompagner dans son développement économique et social.

Nous avons évoqué la qualité de notre coopération dans des domaines très variés : militaire bien sûr, avec la relance de la coopération industrielle, mais aussi de la coopération économique, culturelle, scientifique et en matière de développement, en matière de francophonie, en matière d'éducation.

Nous avons abordé la visite du président de la République, François Hollande, à la mi-avril, qui j'espère, et j'en suis convaincu, nous permettra d'approfondir et de renforcer cette relation.

Un autre objectif important de ma visite était d'évoquer le conflit israélo-palestinien qui est particulièrement dangereux. Il y a une montée de violence qui ne cesse de s'accroitre avec la poursuite de la colonisation et le blocage total des négociations politiques. Il faut que la

communauté internationale se mobilise pour ramener les Israéliens et les Palestiniens à un dialogue de paix. À cet égard l'Egypte a un rôle majeur à jouer. C'est un des très grands pays arabes. Vous l'avez rappelé, Monsieur le Ministre, vous siégez au Conseil de sécurité. Nous apprécions le soutien que l'Égypte apporte à l'initiative française d'organiser une conférence internationale. Depuis le début, sur ce sujet particulièrement, notre coopération est exceptionnelle, comme nous l'avons abordée tous les deux.

Ce soir nous allons nous réunir avec le Comité restreint de la Ligue arabe. Je vous remercie d'avoir facilité cette rencontre. Notre objectif est simple : mobiliser la communauté internationale autour de la seule solution possible, celle de deux États ; inviter les Israéliens et les Palestiniens à reprendre les négociations de paix pour sortir du cercle vicieux actuel. Vous savez ce qui nous motive dans cette affaire. Le statut quo apparent marque une dégradation très rapide de la situation sur le terrain, je l'ai évoqué : colonisation, exaspération croissante des populations, frustration profonde, crise humanitaire à Gaza. Cette initiative est indispensable pour nous. C'est une manière de conjurer l'explosion. Dans ce contexte, la communauté internationale doit assumer ses responsabilités et convaincre les parties de reprendre les négociations.

Nous avons aussi évoqué le dossier libyen. Nos deux pays sont engagés ensemble en soutien au processus politique entre Libyens pour accompagner une démarche initiée par les Nations unies avec son envoyé spécial, M. Martin Köbler. Notre objectif est clair, c'est de constituer un gouvernement d'unité nationale soutenu par une majorité de parlementaires et qui soit rapidement fonctionnel, reconnu par la communauté internationale, parce que nous avons aussi la même analyse de la situation sur le terrain : C'est Daech via d'autres groupes terroristes qui progresse sur fond de divisions entre Libyens. Il y a aussi le terrorisme qui menace la Libye, qui menace les pays voisins, qui menace en particulier la Tunisie et qui menace l'Europe.

Nous avons aussi bien sûr abordé la crise syrienne. La cessation des hostilités doit être pleinement respectée par toutes les parties et l'accès humanitaire garanti de façon continue et sans entrave. C'est une obligation humanitaire. C'est indispensable aussi pour permettre les négociations qui soient crédibles entre l'opposition et le régime. Et, en ce moment où elles vont reprendre - Staffan de Mistura vient d'annoncer cette reprise entre le 14 et le 24 mars à Genève -, la France réaffirme la nécessité d'une transition politique pour rétablir une paix durable en Syrie.

Je l'ai dit : nous avons évoqué les relations bilatérales, la situation dans le pays. La position de la France est claire. Nous avons soutenu avec constance le processus de transition que vous avez engagé avec le président Sissi après son élection pour la mise en place d'institutions démocratiques inclusives devant assurer les droits de l'Homme et le respect des libertés publiques. La France continuera d'accompagner l'Egypte sur ce chemin ambitieux, celui d'une Egypte forte, d'une Egypte qui se développe et qui continue de jouer son rôle

international, son rôle leadeur dans cette région pour assurer la stabilité et le développement à moyen terme.

À l'occasion de cette visite, Monsieur le Ministre, je suis encore heureux de pourvoir continuer à travailler avec vous.

Q - (Sur la date de la conférence internationale)

R - Nous n'avons pas encore fixé de date, mais nous aurons un objectif, c'est d'engager très vite ce processus, l'objectif étant de réunir cette conférence d'ici l'été si les conditions sont réunies. J'ai désigné un envoyé spécial du ministère des affaires étrangères et du développement international français, M. Pierre Vimont, qui m'accompagne ici et qui va se rendre auprès des différents partenaires d'abord en Israël et en Palestine et qui rencontrera les responsables des différents pays de la région et se rendra également aux États-Unis.

Nous menons aussi des consultations avec le secrétaire d'État américain, John Kerry, avec les ministres des affaires étrangères d'Allemagne, du Royaume-Uni et d'Italie. Nous aborderons plusieurs sujets, dont la Libye, mais aussi le processus de paix au Proche-Orient et qui sera à l'ordre du jour de la réunion des ministres des affaires étrangères lundi prochain à Bruxelles.

Q - Votre prédécesseur avait déclaré en janvier qu'en cas d'échec des négociations en vue de la conférence internationale il y a aurait une reconnaissance automatique de l'État palestinien. Est-ce que c'est votre position ?

R - Il n'y a rien d'automatique. Il faut d'abord revenir aux négociations et exposer notre initiative à ces partenaires ; c'est donc la première étape. Il n'y a pas de préalable. Ce que nous souhaitons, et c'est notre engagement et notre volonté, c'est que reprenne un processus politique, des négociations de relance du processus de paix et c'est notre priorité. Donc, on fera tout pour créer un climat favorable à la relance de ce processus.

Q - (Sur la Libye)

R - Nous partageons la même approche sur la question libyenne : le souhait d'une réponse politique et c'est notre priorité aussi. Je dirai même qu'on n'a que trop perdu de temps. Il est grand temps qu'il soit mis en place et approuvé par la Chambre des représentants un gouvernement d?union nationale qui soit reconnu par la communauté internationale et qui puisse agir.

Quant à Daech, c'est évidemment notre priorité. Daech en Syrie, en Irak, en Libye.

Vous avez évoqué la Tunisie. Je me rendrai la semaine prochaine en Tunisie pour apporter la solidarité de la France à ce pays qui se bat pour un modèle politique et institutionnel, économique et social qui est extrêmement courageux et qui doit être défendu avec beaucoup

de conviction. Ce sera le message que j'adresserai avec, évidemment, un engagement concret pour aider la Tunisie pour son propre projet. Mais je crois qu'agir contre le terrorisme et Daech en Libye c'est aussi une réponse que nous apportons à la sécurité des Tunisiens, mais aussi aux autres pays de la région.

Q - Quelle est votre position à l'égard du président Assad ?

R - Vu la situation actuelle et les victimes - près de 270.000 personnes qui ont été tuées en Syrie -, il est urgent de mettre fin à cette guerre. Mettre fin à cette guerre en respectant intégralement et le plus scrupuleusement possible le cessez-le-feu qui vient d'intervenir. C'est un fait politique très positif. Nous sommes vigilants bien évidemment. On a connu des cessez-le-feu qui n'ont pas duré. Celui-ci présente des aspects encourageants.

Encore une fois, lorsque la réunion de Paris aura lieu dimanche prochain, nous demanderons, les Européens, à être associés au contrôle effectif de ce cessez-le-feu en ayant toutes les informations pour que cette situation soit la plus convaincante possible. Il y a un autre aspect essentiel pour nous : c'est l'accès de l'aide humanitaire partout sans entrave. Les besoins sont immenses. Chacun connaît maintenant la tragédie que vit le peuple syrien dans sa chair et à travers toutes ses destructions qui rappellent d'autres époques terribles où des villes entières ont été détruites.

L'autre point c'est la nécessité de reprendre le processus politique. Ce processus politique est la seule voie possible. Il n'y aura pas de solutions pour une paix durable et la reconstruction de la Syrie sans solution politique. Cette solution politique doit permettre d'obtenir un accord dans lequel l'opposition soit pleinement associée avec des représentants, bien sûr, de la Syrie, mais aussi des autres partenaires, dont l'Egypte qui joue un rôle très important avec les autres partenaires : je pense à l'Arabie saoudite, je pense à l'Union européenne, je pense à l'Iran, je pense bien sûr à la Russie, où chacun doit avancer avec sincérité et donc avec une solution durable et viable. C'est la position de la France.

Q - (Sur la reprise des négociations)

R - Des efforts seront entrepris par l'envoyé spécial des Nations unies, qui ne cesse de créer les conditions d'une reprise de ce dialogue, mais, encore une fois, ce dialogue ne pourra avoir lieu que si chacun est au rendez-vous, c'est-à-dire que le cessez-le-feu soit pleinement garanti. Bien entendu, le cessez-le-feu ne concerne pas Daech et ne concerne pas non plus Al Nosra qui sont des adversaires et que nous continuons de combattre.

Q - (Sur l'initiative française de relance de processus politique au Proche-Orient)

R - Nous multiplions les contacts pour aller jusqu'au bout d'un travail de conviction. C'est la mission de M. Pierre Vimont, mais c'est aussi l'intérêt de nos échanges, comme celui que j'ai aujourd'hui avec Sameh Choukry. Vous savez, on a commencé à en parler lors de notre

rencontre de Munich et puis à chaque occasion que j'ai pu avoir j'ai exposé la démarche française. À chaque occasion soit à travers mes déplacements, soit de visites que j'ai pu recevoir à Paris. Tout à l'heure, nous allons poursuivre avec les représentants de la Ligue arabe. Nous voulons convaincre et rassurer tout le monde. Je pense aux Israéliens, je pense aux Américains qui jouent un rôle et qui peuvent jouer un rôle.

Nous sommes à un moment où il ne se passe rien sur le plan du processus politique au Proche-Orient. Comme je l'ai dit tout à l'heure, la situation se dégrade très vite. Il y a une amertume, une frustration qui s'installe d'une façon de plus en plus forte, qui est extrêmement dangereuse et qui peut se traduire par une augmentation de la spirale de la violence. Il faut stopper cela.

J'ai eu l'occasion de rencontrer dernièrement le secrétaire général des Nations unies, M. Ban Ki Moon, à Genève ; il a encouragé la France dans sa démarche. Ce chemin est difficile, nous en sommes conscients, mais il faut l'emprunter car rien ne serait pire que de ne rien faire et de laisser la situation se dégrader.

Q - (Sur le soutien de pays arabes à l'initiative française)

R - J'ai perçu quelques signes positifs d'intérêt de plusieurs ministres de pays arabes. C'est en effet tout à fait encourageant. Face à l'impuissance actuelle, je crois qu'il y a besoin d'un sursaut, d'une volonté. Cela demandera beaucoup de patience, aussi, et de précisions pour que les choses avancent vraiment et pas simplement par un tour de piste.

La première étape va donc être la plus importante pour constituer une sorte de mouvement, avec le plus grand nombre de pays possible qui partagent un même diagnostic et qui également peuvent, ensemble, faire avancer des propositions en termes de méthode et de calendrier pour ensuite organiser cette conférence avec les parties.

Donc, c'est un travail minutieux, exigeant mais, j'en suis profondément convaincu, indispensable.

Source http://www.diplomatie.gouv.fr, le 14 mars 2016

Source : https://www.vie-publique.fr/discours/198222-conference-de-presse-de-m-jean-marc-ayrault-ministre-des-affaires-etra